

# Economie picarde

Lettre d'information économique et sociale de la CGT INSEE PICARDIE - N°15 - Décembre 2004

## Allocations chômage

### Un complément de revenu indispensable

Avec un taux de chômage de 10,6% fin septembre 2003, la Picardie est plus touchée que la moyenne nationale (9,9%) sans pour autant atteindre les taux maxima (13,6% en Languedoc). Mais un indicateur permet de mieux percevoir la réalité et l'impact de ce chômage : il s'agit du poids des ménages fiscaux ayant perçu des indemnités chômage. En Picardie, cette part est de 15,3% contre 13,7% en moyenne. Seules deux régions (le Nord et la Haute-Normandie) connaissent une situation plus défavorable. Cette proportion est encore plus forte dans les grandes villes : la moyenne régionale (15,3%) est dépassée dans 14 des 21 villes picardes de plus de 10.000 habitants, atteignant plus de 20% à Méru et Noyon. Cela signifie que les indemnités chômage constituent une source de survie de bon nombre de Picards, confirmant la justesse du combat de la CGT en 2004 contre la réduction du montant et de la durée de ces allocations.

## Le chiffre du mois

**2000.** C'est le nombre de logements à construire qui manquent chaque année en Picardie. Ce déficit est tel qu'entre 1999 et 2003, la région est devenue celle où l'indice de construction (nombre de logements construits par an pour 1000 habitants) est le plus faible de France. Il est de 3,1 pour une moyenne nationale de 5,2. Entre 1990 et 1999, la production annuelle de logements neufs était de 7100. Il n'est plus que de 5800 entre 1999 et 2003 ! C'est dans les zones urbaines que la baisse est la plus sensible. Les conséquences prévisibles sont, à moyen terme, un recul démographique.

## Fonction publique

### Des services publics sous-représentés

En Picardie, on comptait début 2003 131.000 emplois dans les trois fonctions publiques, à savoir celle d'Etat (sans la Poste, France Télécom, les établissements publics et les contrats emplois solidarité et consolidé), les hôpitaux et les collectivités territoriales. Cela représente 19,5% de l'ensemble des emplois picards, 21% des emplois salariés. C'est peu. D'ailleurs, la Picardie est la région où la part des emplois publics pour 1000 habitants est la plus faible : 70,1 pour une moyenne de 79,3. C'est un handicap important dont souffre la région, tant le manque d'enseignants, de personnels médicaux ou de personnels de l'Intérieur (Police), des Finances (Impôts) ou de l'Equipement est flagrant. C'est autant de services de proximité qui font défaut.

49% des fonctionnaires picards sont employés dans la Fonction publique d'Etat, contre 51% au plan national. 28% (29,5% en moyenne nationale) dépendent des collectivités territoriales (communes, syndicats intercommunaux, départements, région), 23% (19,5% en moyenne) des hôpitaux. Cette faiblesse de la représentation de l'Etat est particulièrement nette dans certains secteurs. Ainsi, l'Education nationale représente 62% du total des effectifs de l'Etat en Picardie, alors que cette proportion n'est que de 53% au plan national. Or, la Picardie manque déjà d'enseignants, même si on lui en supprime toujours davantage, d'année en année, comme les 369 réductions d'effectifs encore prévues en 2005 pour la région. Si, malgré cela, les enseignants sont sur représentés au sein des fonctionnaires, c'est dire la pauvreté des autres ministères ...

Pourtant, les fonctionnaires sont un atout pour la région. Ainsi, la moyenne d'âge des fonctionnaires picards est l'une des plus jeunes de France (40 ans). En fait, elle devrait être encore plus basse si les postes manquants en Picardie, par rapport à la moyenne nationale, étaient créés et pourvus ! C'est d'ailleurs une suggestion que fait la CGT au ministre picard de la Fonction publique : plutôt de « s'emmerder » dans son ministère, comme il le dit, et insulter les fonctionnaires, il pourrait contribuer à résorber l'un des multiples retards de sa région, en donnant les emplois et les moyens aux trois fonctions publiques. Cela permettrait de faire bénéficier les Picards de services publics de proximité dont ils sont, plus que d'autres et depuis bien plus longtemps, privés. Et puis, cela serait aussi une occasion pour M. Dutreil de se rendre enfin utile à quelque chose !

### Indice des prix : quelle baisse ?

L'ex ministre des Finances, Nicolas Sarkozy, avait annoncé avec force publicité la baisse d'au moins 2% des produits alimentaires hors produits frais. Or, la baisse en septembre et octobre n'a été que de 0,9% et ... en novembre, les prix de ces produits ont recommencé à augmenter de 0,1% ! Bref, une fois l'effet d'annonce passé et le coup de pouce d'un ministre d'Etat pour les grands magasins privés qui sont les champions des profits, on commence à reprendre ce qui a été donné. Bref, un beau mensonge, mais qui, grâce à la bienveillance de certains médias, ne fera pas la Une de l'actualité !

## La « rénovation urbaine » en panne

Depuis la loi d'août 2003, la rénovation urbaine serait une priorité du gouvernement. Sur le terrain, la réalité est toute autre. Ainsi, la Préfecture de Picardie, dans un document confidentiel, se plaint de la faible implication des acteurs locaux. Aussi, l'Etat propose que la direction régionale de l'Equipement reprenne les choses en main. Les communes citées sont Creil et Beauvais, où les projets pour deux quartiers fortement dégradés « n'avancent pas » et Laon (quartier Champagne) et Soissons, qui « ne font l'objet d'aucune réflexion sérieuse sur la recomposition urbaine » ! Autres problèmes évoqués : le peu d'implication du secteur privé dans la recomposition de l'habitat et dans l'organisation de la mixité sociale et les difficultés de relogement après une démolition du fait des tensions sur le marché du logement. En clair, des élus qui ne s'impliquent pas, le privé qui n'investit pas dans les quartiers sensibles et des locataires qu'on met dehors sans relogement : malgré les promesses et l'argent dépensé, l'Etat avoue que l'on fait tout pour perpétuer les ghettos !

=====

### Budget

#### Les dettes de l'Etat

En Picardie, les restrictions de crédits de l'Etat ont pour conséquence que « l'administration vit au jour le jour, sans visibilité, et, surtout, elle accumule les dettes » ! Tels sont les propos tenus (en privé) à la Préfecture de Région. Ces dettes sont particulièrement lourdes au point que dans certains domaines (routes, monuments historiques), c'est une véritable situation de crise : la fin d'année est synonyme de reports et d'impayés. 2005 sera encore pire : ainsi, aux Affaires culturelles, les seuls projets en cours ou amorcés se chiffrent déjà à plus du double du budget prévu. Ce n'est pas encore en 2005 que l'Etat contribuera à combler le retard de l'offre culturelle dans la région ...

## Activité porteuse, freinée par la frilosité patronale

Il est un secteur d'activité qui connaît, en Picardie comme au plan national, une forte croissance : la branche des services de l'automobile, composée essentiellement du commerce et de la réparation de l'automobile. En 2003, les effectifs s'y sont accrus de 4,8%, dans la région comme dans le reste du pays. Cette évolution s'accompagne d'une mutation de la branche : déclin des petites entreprises artisanales au profit des grands groupes de distribution. Ainsi, sur les 14260 salariés picards du secteur, près de 10% travaillent au sein du groupe Gueudet.

Pourtant, malgré cette situation favorable, ce secteur risque, en Picardie, de ne pas connaître le développement attendu. La cause ? Comme dans bien d'autres activités, la frilosité et le caractère antisocial du patronat picard. Ainsi, 40% des futurs employés entrent dans cette activité par l'apprentissage. Cependant, la branche manque de professionnels pour être les tuteurs des apprentis et, surtout, ceux-ci refusent de venir dans les CFA (centres de formation par l'apprentissage) pour recevoir une formation. A quand l'obligation de cette formation, quelle que soit l'activité, pour que les jeunes apprentis aient enfin des maîtres de stage compétents ?

Parallèlement, alors que le niveau de technicité et la qualification des jeunes formés dans l'automobile s'accroissent, les patrons picards préfèrent recruter des titulaires de CAP, si bien que les titulaires de bacs professionnels et de BTS, de plus en plus nombreux dans notre région, sont obligés d'aller se faire embaucher hors de Picardie ! Pour autant, les chefs d'entreprises font travailler leurs employés au niveau « bac pro », mais sans les payer au niveau requis ! Conséquence : en 2002, étant mal payés, 58% des jeunes formés dans l'automobile ont quitté la filière pour, souvent, intégrer l'industrie où leurs compétences et diplômes sont mieux reconnus. Cette attitude confirme l'autre grave problème picard : c'est le déficit d'emplois qualifiés qui oblige les cadres et techniciens à s'exiler et non, comme on veut le faire croire, l'insuffisance de qualification des Picards qui empêche les entreprises à haute technicité de s'implanter.

Si l'on ajoute à ce manque d'ambition du patronat picard de l'automobile que cette activité manque cruellement de lieux de formation initiale (pas de lycée professionnel, un seul BTS pour toute la région), on ne s'étonnera pas que, demain, la Picardie ait encore loupé un créneau porteur ... que la Champagne se prépare à développer.

### Bibliothèques : absence de dynamique

Notre lettre l'a déjà montré, nous le confirmons à nouveau : la Picardie souffre du retard des moyens culturels et non de retard culturel. Ainsi, les données sur les bibliothèques municipales et départementales montrent qu'en 2002, ces équipements sont particulièrement mal dotés en Picardie et ne touchent pas le public qui devrait être le leur. Par exemple, seule 48,7% de la population régionale est desservie par une bibliothèque, contre 63,7% au plan national. Aussi, le taux d'inscrits est inférieur au niveau national (16,8% contre 17,5%). Les dépenses de personnel y sont particulièrement basses : 13,7€ par habitant contre 16,3€ en moyenne, avant dernier rang régional ! La part des emplois professionnels situe la Picardie au même niveau avec 5,2 emplois par habitant (5,7 pour l'ensemble du pays), dont seulement 22% de professionnels (31% en moyenne), c'est-à-dire la part la plus faible de personnel qualifié. De même, les dépenses d'acquisition sont très réduites : 2,2€ par habitant desservi contre 2,5€ en moyenne. Le niveau bas des indicateurs financiers est révélateur d'une absence de dynamique en faveur des bibliothèques et, plus généralement peut-on rajouter, de la culture dans la région.